

LE MINISTRE DES TRANSPORTS À CONSTANTINE

Tou... t pour le rail

«L'opération d'élargissement et de modernisation du chemin de fer sera dotée, dans le cadre du prochain plan quinquennal (2010-2014), d'une autorisation de programme au moins équivalente à celle du quinquennat en cours (2005-2009), soit trente milliards de dollars américains», a annoncé avant-hier le ministre des Transports, M. Amar Tou, à l'occasion d'un point de presse improvisé au salon d'honneur de l'aéroport de Constantine.

M. Tou, qui était de passage dans cette ville après avoir inspecté des chantiers ferroviaires à Batna, a précisé que le réseau en question s'étendra sur une longueur totale de l'ordre de 9 000 km en 2014, dont 3 000 km constituant le lot en cours de rénovation, 4 000 km en cours de réalisation et 2 000 km en phase d'étude.

Il avancera que les mines de Ghar-Djebilet (Tindouf), l'une des plus importantes réserves de fer au monde, seront éventuellement connectées à ce

réseau ferroviaire, conçu dans la perspective d'un redéploiement industriel.

«Le gouvernement algérien accorde beaucoup d'importance à ce volet précis qui est un peu particulier. Plusieurs départements ministériels, celui de l'Energie et des Mines notamment, se penchent sur le sujet pour trouver une formule adéquate à son exploitation, dont les moyens de transport, et de ce fait, une jonction ferroviaire reliera probablement ces mines», a indiqué le ministre des Transports.



Photo : Samir Sid

3 000 km en cours de réalisation.

Dans le même ordre d'idées, M. Tou est revenu sur certains détails concernant les nouvelles liaisons qui désenclaveront, selon

ses dires, plusieurs régions du pays. Le réseau est composé, en plus des liaisons existantes qui seront dédoublées et électrifiées,

d'une deuxième rocade nord reliant El Kala au Fort du Colonel Abbas, à l'ouest, et une rocade sur les hautes plaines reliant Tébessa à Sidi-Bel-Abbès. Ces deux rocades sont connectées par quatre lignes transversales, à savoir une ligne reliant Sidi-Bel-Abbès à Béchar, un tronçon qui sera réceptionné l'été prochain, une ligne connectant Boumedfaâ à Touggourt en passant par Djelfa, Ghardaïa et Laghouat. La troisième ligne transversale commence à Touggourt pour atteindre Constantine en passant par Biskra et Batna. La quatrième reliera Djebel El-Onk dans la wilaya de Tébessa à Annaba pour le transport des minerais notamment. Une maille sera complétée par une «boucle» au sud du pays reliant Ghardaïa à Béchar en passant par Meniaâ, Timimoun et Sidi-Bel-Abbès.

Tout ce réseau, le plus important à l'échelle africaine sera électrifié et équipé pour permettre un trafic ferroviaire d'une vitesse moyenne de 220 km/h.

Plusieurs tronçons devront être opérationnels dans de brefs délais, dont M'sila-Constantine en passant par Barika, Aïn-Touta et Batna, Jijel-Constantine,

Skikda-Constantine et Sétif-Alger.

Des autorails (d'un coût de 70 milliards de centimes chacun) assureront le transport des voyageurs à travers ces liaisons. «Les deux mois prochains seront ceux de la cueillette», présume le ministre.

Enfin, le ministre a confié qu'il réunira les entreprises nationales activant dans le domaine de la construction du chemin de fer en vue d'étudier ce qu'elles peuvent réaliser dans le cadre de la coopération interafricaine, que ce soit en matière de génie civil ou de matériel. «Certaines entreprises nationales ont fait preuve de savoir-faire dans ce domaine et l'accord sur le programme africain d'infrastructures, ratifié à Alger à l'occasion de la dernière réunion des ministres africains des Transports et qui sera incessamment présentée devant les chefs d'Etats, un programme dont seule l'étude a coûté trois milliards d'euros, leur donnera la possibilité d'en tirer profit. D'autant que la réalisation des infrastructures est un marché porteur. Nous pourrions ainsi diversifier nos ressources en exportant le savoir-faire», a conclu M. Tou.

Lyas Hallas

AMAR GHOUL INSPECTE L'AUTOROUTE EST-OUEST

10 000 personnes pour renforcer les chantiers

Lors de sa visite de travail et d'inspection effectuée hier dans la wilaya de Sétif, le ministre des Travaux publics, M. Amar Ghoul, a affirmé que tous les ouvrages d'art de l'autoroute Est-Ouest devront être livrés avant la fin du mois de mars de l'année en cours.

Quant au tronçon de 166 kilomètres de l'autoroute qui relie les wilayas de Bordj-Bou-Arréridj, Sétif, Mila et Constantine et dont 75 kilomètres traversent la wilaya de Sétif, il sera opérationnel vers la fin du mois de juillet.

A cet effet et pour être dans les délais, le ministre a annoncé le recrutement de 10 000 personnes pour la réalisation de l'autoroute Est-Ouest.

«Cet important recrutement nous permettra à coup sûr de réceptionner une partie de l'autoroute au premier semestre de l'année 2010 et qui sera dès lors opérationnelle avant les délais impartis», a tenu à affirmer le ministre.

A cet effet et au vu des lenteurs constatées dans l'avancement des travaux pour diverses raisons et notamment les intempéries, le ministre a instruit la société japonaise COJAAL ainsi que les sociétés chinoises de recruter dans les plus brefs délais 10 000 personnes supplémentaires pour renforcer leurs chantiers. Ainsi, le nombre total des travailleurs versés dans la réalisation de cet important projet atteindra les 30 000 personnes. «Dès l'achèvement de ce projet, les trente mille employés et

ouvriers de l'autoroute seront redéployés pour la réalisation du programme de l'autoroute des Hauts-Plateaux et des pénétrations au niveau de plusieurs wilayas», a tenu à rassurer le ministre. Enfin et concernant le projet de l'autoroute de 100 kilomètres qui reliera Sétif au port de Djendjen (Jijel), le ministre, qui a plaidé pour ce projet qualifié de continental, a affirmé que dans le cadre des relations algéro-italiennes, les travaux de réalisation seront confiés à un groupe d'entreprises italiennes.

L'attribution de ce projet continental qui permettra non seulement de relier les deux villes mais la Méditerranée à l'Afrique et dont le coût n'est pas encore rendu public, sera annoncée incessamment.

Imed Sellami

CENTRE UNIVERSITAIRE COLONEL AKLI-MOHAND

OULHADJ DE BOUIRA

Troisième semaine de grève

La grève, à laquelle ont appelé sept organisations estudiantines (UGEL, ONS, AREN, UGEA, SNE, LNEA, UNGA) implantées au niveau du centre universitaire Akli-Mohand-Oulhadj de Bouira, qui a débuté le 24 janvier dernier, se poursuit. Tout porte à croire que le bras de fer entre les étudiants et la direction du centre s'inscrit dans la durée.

Las des promesses sans lendemains des responsables chargés de la gestion du centre universitaire et des cités, les étudiants ont élaboré une plate-forme commune à travers laquelle ils demandent, entre autres l'envoi d'une commission ministérielle pour enquêter sur la gestion pédagogique, les

œuvres universitaires et l'animation culturelle du centre.

Cependant, malgré la paralysie totale observée au niveau de ce centre universitaire, qui compte quelque 8 500 étudiants, les responsables du ministère n'ont pas daigné répondre aux doléances des protestataires et ont

continué à faire la sourde oreille, chargeant les responsables locaux de régler ce problème.

La semaine dernière, ce dialogue de sourds a failli dégénérer lorsqu'un étudiant gréviste a haussé le ton devant le directeur du centre. Ce comportement a été immédiatement sanctionné, puisque l'étudiant en question a été suspendu par mesure conservatoire, en attendant sa traduction devant la commission de discipline. Cependant, les étudiants grévistes, refusent de voir leur camarade payer pour un geste qu'il n'a pas commis. Selon eux,

il n'a jamais manqué de respect au directeur. Et pour cette raison, il est hors de question qu'il soit sanctionné ni traduit devant le conseil de discipline.

Hier, tout en réclamant la levée de la mesure conservatoire de suspension de leur camarade, les étudiants insistent sur l'urgence de l'envoi d'une commission d'enquête ministérielle, crédible et honnête, seule à même de déterminer les responsabilités de ce pourrissement dans lequel se retrouve le centre universitaire Akli-Mohand-Oulhadj de Bouira.

Y. Y.

AFFAIRE DE L'APC

DE ANNABA

L'un des mis en cause terrassé par une crise cardiaque

L'un des accusés dans l'affaire dite de l'APC de Annaba, en l'occurrence l'ex-vice-président Ali Laouamri, est décédé dans la matinée d'hier. Il a été terrassé par une crise cardiaque quelques minutes à peine après sa sortie du tribunal où il avait comparu devant la cour d'appel de Annaba.

La nouvelle de son décès a été confirmée par une source hospitalière à Ibn-Rochd où le corps sans vie du défunt avait été évacué. Selon des sources concordantes, c'est en quittant le tribunal qu'il se serait senti mal.

Membre de l'APC de Annaba où il avait assuré la vice-présidence durant plusieurs années et où il a été maintenu après la création des Délégations exécutives communales (DEC), Ali Laouamri était connu pour sa droiture et son engagement à servir la collectivité. Au plus fort des actes terroristes, et malgré les menaces de mort dont il était l'objet tout autant que le président de la DEC, tous deux élus sur listes de partis politiques différents, Laouamri avait poursuivi ses activités au service de la population de Annaba.

L'affaire, qui a éclaté en 2006 et dans laquelle le défunt est cité au même titre que l'ex-P/APC, l'ex-secrétaire général ainsi que des cadres et entrepreneurs, avait fait grand bruit sur la place publique à Annaba.

Selon l'acte d'accusation, il leur est reproché un détournement de deniers publics, une mauvaise gestion et des dépassements d'une valeur de 132 milliards de centimes qu'ils auraient commis durant les mandats de 1992-1997 (DEC) et 1997-2002 (APC). Constamment sous pression, le défunt n'avait pas supporté ces accusations qu'il n'a pas cessé de récuser.

L'audience d'hier, au cours de laquelle les magistrats ont estimé utile une troisième expertise, était certainement celle de trop pour ce père de famille dont l'intégrité morale est connue de tous.

A. Bouacha